

DES OURS DANS LA MANCHE

En pénétrant dans la Flight Information Region (FIR) britannique la semaine dernière, des Tu-95 Bear (ours) russes ont franchi une étape supplémentaire dans la stratégie de provocation-tension décidée par Vladimir Poutine. Dernier exemple d'une volonté de présence, depuis des semaines, avec les sous-marins en mer Baltique ou les multiples survols sur et autour de l'Europe du Nord. Les Bear, qui avaient décollé de Russie, ont évité les FIR françaises de Brest et Paris. Ce qui explique les réactions de Londres — envol d'Eurofighter et convocation de l'ambassadeur russe —, alors que Paris, sans être vraiment silencieux — des messages aux appareils russes pour leur rappeler les «procédures» —, n'a pas bougé sur le plan diplomatique. Un silence étonnant. Sans confirmer leur présence, Moscou a démenti que ses appareils à long rayon d'action étaient porteurs d'armes nucléaires. Cette «stratégie de la provocation» autour de l'Europe complète celle menée en Ukraine, permettant à Poutine de voir jusqu'où il peut aller... Les capitales européennes savent que c'est du matériel russe et des conseillers militaires russes sur zone qui permettent aux «insurgés» de faire bien mieux que résister face à une armée ukrainienne mal équipée, de grignoter du territoire puis, après avoir fait sauter le verrou de Marioupol, s'assurer un corridor terrestre jusqu'à la presqu'île de Crimée. Faisant ainsi de la mer Azov une mer russe. Et s'assurant un passage terrestre — de plus de 200 kilomètres — pour ravitailler la Crimée, ce qui n'est aujourd'hui possible que par voie maritime, ce qui est lent et... coûteux. Et la présence, côté russe, le long de la frontière, de concentration de troupes estimées à 50 000 hommes et de 200 blindés lourds est là pour rappeler la puissance — en réserve — dont éventuellement pourraient disposer les «insurgés». En étalant dans le temps — et l'espace — son aide et ses provocations, Moscou, qui utilise les sanctions comme la preuve d'une sorte de complot contre «le peuple russe agressé», gagne du temps. Et en évitant que les discussions de Minsk aboutissent à un résultat durable, Poutine veut éviter de vraies discussions-négociations et s'assurer ainsi un «gain territorial» irréversible : créer à l'Est de l'Ukraine une sorte de Transnistrie «utile». (suite page 2)

LPM : méthode et chronologie

Pour actualiser la LPM, le ministre de la Défense a mis en place plusieurs groupes de travail qui, «coordonnés par Jean-Claude Mallet, conseiller auprès du ministre, vont s'atteler aux problèmes d'effectifs et de matériel. Sur les effectifs, en commençant par ce qui depuis 2008 est une nouveauté : définir le format d'une armée où «on ne retire pas de personnel». Car dès 2015, 1 500 postes qui devaient être supprimés resteront «en place». Si, à la marge, la DGA et le SGA bénéficieront du mouvement (moins de 100 postes chacun), et compte

tenu des besoins opérationnels et du nouveau modèle de l'armée de terre que Jean-Pierre Bosser, le CEMAT, devrait proposer dans les semaines à venir, c'est l'armée de terre qui devrait être la «grande» bénéficiaire de cette moindre décade. Pour le Renseignement, où il s'agit de 250 postes supplémentaires, décidés lors du dernier Conseil de Défense, la ventilation des 100 postes annoncés pour 2015 se répartira entre la DGSE (60) et la DPSS (40). Ce qui permettra à cette direction de créer un centre opérationnel de crise 24h/24. (suite page 6)

Snowden vs NSA (suite)

Trois semaines après les nouvelles révélations d'Edward Snowden sur l'existence du malware «Qwerty» conçu par la NSA, plusieurs sociétés de sécurité informatique spécialisées dans les virus, en se penchant sur le code source, ont été surprises. Kaspersky et Symantec, leaders du marché des antivirus, ont découvert que le code source incriminé comportait des analogies avec «Regin», une arme cyber découverte cet automne et déployée depuis plus de dix ans. Elle serait responsable d'attaques sur les systèmes critiques de plus de quatorze pays, dont l'Allemagne, la Belgique, le Brésil, l'Inde et l'Indonésie. La plupart des cibles appartenaient aux secteurs des télécoms, de l'énergie et des transports aériens. Considérée comme la plate-forme de cyber-espionnage la plus sophistiquée depuis Stuxnet, et loin d'être la propriété unique de la NSA, elle serait utilisée par l'ensemble des pays du pacte Sigint UKUSA, également baptisés les «Five eyes» (Etats-Unis, Grande-Bretagne, Canada, Australie et Nouvelle-Zélande). Et serait à l'origine de l'attaque de Belgacom par l'agence d'interception britannique, le GCHQ, dans le but de monitorer les communications de la Commission et du Parlement européen. Mais aussi de l'Agence nucléaire européenne, du cabinet d'Angela Merkel, et de nombreux systèmes stratégiques allemands. Quelle ironie pour l'Allemagne, qui a hébergé pendant des décennies à Bad Eibling (près de Munich), une station d'interception de la NSA... censée surveiller les agissements de la Russie et de ses alliés... Depuis les trouvailles de Kaspersky et Symantec, plus de 27 multinationales européennes ont découvert ce malware sur leur intranet et leurs services de téléphonie IP.

► Daech menace les talibans

L'organe de propagande de Daech, Al Furqan, a officiellement annoncé, la semaine dernière, par la voix de son porte-parole, Abu Muhammad al-Adnani, l'implantation du mouvement djihadiste dans "la province du Khorasan" avec pour gouverneur l'ancien chef du parti des talibans du Pakistan (TPP), Hafez Saeed Khan, et ce quelques semaines après l'allégeance de ce groupe à Daech et à son leader Abu Bakr al-Baghdadi. C'est l'ancien détenu de Guantanamo, Abdul Rauf Khadim, qui serait nommé gouverneur adjoint, après ses succès pour le compte de Daech dans la zone jusqu'alors contrôlée par les Britanniques au sud de l'Afghanistan, la province du Helmand. Adnani a appelé tous les moudjahidins à rejoindre la bannière de Daech pour lutter contre les rivalités tribales qui nuisent à l'établissement du califat dans un Afghanistan et un Pakistan réunis. Une Shura comptant douze représentants a été créée à l'issue de ces nominations. Il est pourtant légitime de s'interroger sur le succès, à moyen terme, de cette nouvelle greffe de Daech, dans le sens où ses aspirations hégémoniques s'opposent non seulement à la diversité des différentes sensibilités du mouvement taliban, mais aussi et surtout au code tribal des pachtounes.

► Plan de com australien

Lors de sa récente visite à Washington, la ministre australienne des Affaires étrangères, Julie Bishop, a publiquement annoncé avoir rencontré les responsables de la CIA et de la NSA. Une déclaration inhabituelle qui montre une volonté d'afficher les efforts en matière de renseignement pour rassurer les Australiens, inquiets après la prise d'otages de décembre dernier et les événements survenus en France quelques semaines plus tard.

DES OURS DANS LA MANCHE (suite de la page 1)

Jouant au passage sur les contradictions européennes, les hésitations américaines, pour éviter que le matériel nécessaire pour que l'armée ukrainienne, mal formée, mal équipée, puisse faire pièce aux forces qui lui sont opposées. Forme nouvelle d'une quasi guerre civile faussement asymétrique — des insurgés contre une armée —, les combats qui se déroulent dans l'Est de l'Ukraine semblent «sans issue». Niant être directement impliqué, Poutine peut pourtant difficilement «reculer». D'autant qu'il n'a pas la certitude que soit décidée, et devienne effective, une aide véritable en matériel pour renforcer l'armée ukrainienne. Et que la diplomatie prend du temps. Beaucoup de temps...

RENFORCEMENT CYBER EN ASIE DU SUD-EST

Les pays d'Asie du Sud-Est renforcent leurs dispositifs de lutte contre les cybermenaces, qu'elles soient d'origine islamiste ou liées à la criminalité organisée. A Singapour, le Premier ministre, Lee Hsien Loong, a annoncé, le 27 janvier, la création d'une nouvelle Cyber Security Agency, qui devrait être opérationnelle dès le 1^{er} avril 2015. Une décision qui fait suite à des attaques répétées contre les sites gouvernementaux singapouriens mais aussi contre des institutions malaisiennes, comme les récentes attaques contre le site de la compagnie aérienne Malaysia Airlines par des militants du groupe de hackers Lizard Squad se réclamant de l'Etat islamique. Singapour ambitionne probablement de faire de cette agence un pôle régional en matière de cyberdéfense, même si une certaine méfiance est de mise parmi ses voisins, pour qui la Cité-Etat reste un allié de Washington. Soutien au Five Eyes, Singapour aurait, selon les révélations d'Edward Snowden, espionné le président indonésien, sa femme et plusieurs membres du gouvernement pour le compte de l'Australie. Entraînant une crise dans les relations entre Canberra et Jakarta, qui ne s'est apaisée qu'à l'été dernier avec la signature d'un "gentlemen agreement" lors du Sommet de Bali. Par ailleurs, Singapour aurait approché la France afin de diversifier ses sources en matière de renseignement. Le président indonésien Jokowi a, lui, annoncé la création, ce mois-ci, d'une Agence nationale Cyber (NCA), qui lui sera directement rattachée et qui devrait être opérationnelle dès l'année prochaine. Elle visera à coordonner l'action de l'Etat et à contrer un fléau qui mine l'image du pays, devenu le troisième foyer mondial de cyberattaques. D'autant que depuis son accession à la magistrature suprême, en octobre 2014, les attaques ont doublé !

GESTION DE CRISE JAPONAISE : LES LEÇONS D'UN ÉCHEC

Tandis que les médias chinois blâment la diplomatie japonaise qu'ils présentent comme responsable du dénouement malheureux de la crise des otages, les critiques commencent à fuser au Japon sur le manque de moyens adaptés à ce genre de situation. Sur le plan technique, à noter :

– Les responsables de la Section antiterroriste de la NPA (National Police Agency), qui ont constitué le fer de lance à Amman, en sont restés sur de vieux schémas de l'époque où ils traquaient l'Armée rouge japonaise (Sekigun) liée aux groupes dissidents de l'OLP.

– Ni le service de renseignement du Premier ministre ni la structure IAB (renseignement et analyse) du Gaimusho (ministère des Affaires étrangères) ne se sont entendus avec le Moukhabarat jordanien sur la façon de négocier concernant la terroriste d'Al-Qaida en prison à Amman, qui devait servir de monnaie d'échange.

– Shinzo Abe estime, aujourd'hui, qu'il est nécessaire de constituer une unité spéciale des Forces d'autodéfense pour intervenir, sans doute puisée dans les unités SAT (Special Assault Teams) positionnées dans l'archipel. Cette option n'est pas seulement technique, mais constitutionnelle (des commandos japonais peuvent-ils intervenir à l'étranger ?). Ironie de l'histoire : si le Japon vient de lancer un satellite espion, c'est avant tout le renseignement humain qui est utile pour dénouer ce type de crise. Tout comme l'établissement de sources autonomes pour ne plus dépendre des Américains ou des Européens (la DGSE et la CIA ayant notamment été sollicitées dans ce dossier).

CHAMMAL : 327 MISSIONS

Quelque peu occultées par une actualité française marquée par les actes terroristes de Paris et l'accident d'Albacete, qui a récemment endeuillé l'armée de l'air, les opérations aériennes des aviateurs français contre l'Etat islamique en Irak se sont poursuivies avec régularité. Occupant en permanence quelque 600 militaires, l'opération Chammal, lancée il y a un peu plus de quatre mois maintenant, voit le déploiement de neuf chasseurs-bombardiers Rafale, d'un ravitailleur C-135FR et d'un avion de patrouille maritime Atlantique basés à Al-Dhafra (EAU) et de six chasseurs-bombardiers Mirage 2000 D stationnés à Amman (Jordanie). A ce jour, et depuis le 29 septembre 2014, au total 327 missions ont été accomplies par la force Chammal (y compris des sorties de reconnaissance), missions au cours desquelles 72 objectifs de Daech ont été frappés et détruits à l'aide de bombes guidées laser GBU-12 et AASM. Les cibles atteintes l'ont été essentiellement autour de Mossoul, de la région de Sindjar et le long de la vallée de l'Euphrate, où les Rafale ont même été appelés à effectuer des assauts au canon de 30 mm pour anéantir une colonne de véhicules menaçant les troupes gouvernementales irakiennes.

TAÏWAN : EXERCICE CONTRE UN DÉBARQUEMENT DE L'APL

En fin de semaine dernière, le ministère taïwanais de la Défense a organisé un exercice dans le comté de Hsinchu, dépendant du 6^e Corps d'Armée qui couvre la région de Taïwan. Le scénario prévoyait une offensive combinée d'unités amphibies et aériennes de l'Armée populaire de libération (APL) visant à envahir le nord de l'île nationaliste. Outre le déploiement des chars des brigades de blindés et du 21^e commandement d'artillerie, le cœur de cet exercice visait à organiser une défense rapide contre le largage de parachutistes chinois, grâce au système de défense antiaérien Avenger et l'emploi des unités d'élite de la Special Forces Command, dont les «snipers» de la 601st Air Cavalry Brigade. Comme c'était prévu, les forces taïwanaises ont été incapables d'utiliser les hélicoptères de reconnaissance OH-58D, les Black Hawk ou les hélicoptères d'attaque Super Cobra, du fait de la faible visibilité générée par la forte concentration de nuages bas. En espérant que l'APL ne choisira pas un temps couvert pour attaquer Taïwan... Sur le plan politique, certains voient dans ces manœuvres une volonté des dirigeants du Kuomintang (y compris le président Ma Ying-jeou) de signifier qu'ils ne baissent pas la garde face à Xi Jinping, notamment après la déroute électorale aux municipales en novembre dernier, dont a profité le Parti démocratique, qui est très intransigent face aux relations Pékin-Taïpei.

MANŒUVRE ISRAËLIENNE

Les révélations par deux grands journaux américains de l'implication de la CIA, aux côtés du Mossad, dans l'élimination en 2008 en Syrie du chef militaire du Hezbollah, Imad Moughniyeh, seraient dues à des fuites provenant de l'entourage du Premier ministre israélien Benyamin Netanyahu, selon certains observateurs. Un moyen de réaffirmer l'implication des Etats-Unis auprès d'Israël, au moment où la tension est vive entre l'Etat hébreu et le Hezbollah (appuyé par l'Iran), suite aux dernières opérations survenues sur le Golan. Et peut-être pour tenter d'entraver les négociations entre Washington et Téhéran sur le dossier nucléaire.

► Comme en URSS

«En 2015, le volume de production des avions de combat atteindra la capacité maximale de l'industrie aéronautique. Nous nous approchons du volume de fabrication de l'époque de l'URSS», a déclaré Youri Slyusar, président du consortium aéronautique russe OAK. Outre les contrats des Su-30, Su-35S et MiG-29, l'OAK débutera, dans le courant de 2015, la livraison de la présérie du chasseur de cinquième génération PAK FA à l'armée de l'air russe.

► Fermeture de base

D'après les syndicats des personnels civils de la base aérienne de Decimomannu, en Sardaigne, celle-ci pourrait fermer ses portes dans un proche avenir. Une décision qui pourrait faire suite à l'accord intervenu récemment entre le ministère de la Défense et la Sardaigne, prévoyant l'arrêt pour quatre mois de toute activité d'entraînement, au lieu des deux mois prévus par l'accord signé entre l'Italie et l'Allemagne, et une réduction du volume de militaires italiens et allemands présents sur l'île. En effet, depuis près d'un demi siècle, l'Allemagne assure 50 % des frais d'entretien de la base et du polygone de tir de Capo Frasca, qui sont utilisés par la Luftwaffe pour les entraînements à tir réel.

► Nouvel Awacs russe

Les essais du nouvel avion radar russe A-100 Premier auront lieu cette année. Cet avion, destiné à l'armée de l'air, est en cours de développement chez Beriev. La Russie emploie les avions radar A-50 Mainstay ainsi que leur version modernisée A-50U, basés sur l'avion de transport Iliouchine Il-76. L'A-100 Premier est, lui, basé sur la version modernisée de l'Iliouchine Il-76MD-90A. Un appareil a été transféré à Beriev en novembre pour l'installation du nouveau radar à antenne active. Son entrée en service est attendue pour 2016.

► Flotte de la mer Noire

Depuis le 29 janvier, la Flotte russe de la mer Noire (Sébastopol), est commandée par le général de division Youri Petrov. La biographie du général reflète toute une époque de l'Union soviétique. Il est né en 1964 dans la région de Dnepropetrovsk, dans l'actuelle Ukraine. Après l'école militaire interarmes de Kiev en 1985, il a servi successivement au Turkménistan, en Extrême-Orient, à Moscou et en Sibérie. Entre 1986 et 1988, il a fait un séjour de deux ans en Afghanistan. Youri Petrov est également diplômé de l'Académie militaire de Frounzé et de l'Académie d'état-major des forces armées russes.

► Contractors "afghans"

Environ 39 600 contractors opèrent aujourd'hui en Afghanistan, dont plus de 14 000 sont américains, 10 000 d'origines diverses et plus de 15 000 citoyens afghans. La présence de contractors a diminué de 12 % par rapport à 2014. D'ici la fin 2015, leur nombre devrait chuter encore de 15 à 20 %. La plupart des contractors présents en Afghanistan opèrent dans des secteurs autres que la sécurité proprement dite (construction, logistique, entretien, transport, interprétariat, assistance médicale, etc.). Le nombre de ceux étant chargés des missions de protection et d'escorte s'élèverait à un peu plus de 1 500, dont environ 300 Américains et 380 Afghans. Entre octobre 2013 et octobre 2014, le nombre de contractors morts durant leur service au profit du gouvernement américain, pour lesquels est prévue une indemnité à verser aux familles, s'élève à 103. Celui des militaires américains morts au cours de la même période étant de 81. A noter que les chiffres communiqués par le Department of Labour sont approximatifs, puisqu'ils ne tiennent pas compte des contractors non américains et/ou employés directement par des administrations, sociétés ou entreprises étrangères.

VERS UNE DIPLOMATIE MILITAIRE CHINOISE

Dans son récent discours aux attachés militaires devant la commission militaire centrale, Xi Jinping a tenu à rappeler le rôle prépondérant de la diplomatie militaire dans son projet de politique étrangère et de sécurité nationale. Pékin s'est distingué, ces dernières années, par la multiplication du nombre d'exercices bilatéraux (31 en 2014), auxquels s'ajoutent les rencontres de haut niveau avec les états-majors du pourtour asiatique ou encore le tour de l'Europe par la Marine chinoise, l'aide humanitaire aux pays touchés par Ebola, et même la première participation à une mission d'interposition de l'Onu. Cela illustre la volonté de la RPC de devenir un acteur de rang mondial, qui impose son leadership par son tissu relationnel et sa capacité à façonner la teneur des grandes questions diplomatiques. Cette capacité de gestion d'agenda semble devenir, pour Xi Jinping, d'une importance équivalente à celle d'aligner des capacités militaires. A ce titre, l'Agence Chine nouvelle a récemment diffusé une liste des dix plus grandes innovations apportées par la diplomatie militaire chinoise. En tête de celle-ci figure la création du Forum Xiangshan, en réponse au Dialogue de Shangri-La. Mais au-delà de l'instrumentalisation des calendriers diplomatiques, Xi Jinping cherche par dessus tout à rassurer pour sortir de la dialectique de forteresse assiégée dans laquelle se complaisent encore nombre de stratèges, en ouvrant sa "caste" militaire vers l'extérieur, comme l'a illustré l'escale au Sri Lanka d'un sous-marin chinois. Et ainsi faire de son outil militaire un levier d'apaisement et non de crispation. La prudence reste pourtant de mise, comme l'atteste la création d'une zone de restriction de survol (ADIZ). D'autant que l'ouvrage rédigé en 1999 par le colonel Qiao Liang et Wang Xiangsui — "Une guerre sans limite" —, qui a permis à la génération montante de s'extraire de l'école de pensée enseignée à l'Académie Frounzé, pour appréhender la guerre de manière systémique, présente la diplomatie militaire comme un outil destiné à bâtir une entreprise de "brouillage" dans le but de masquer ses intentions stratégiques.

OSLO MUSCLE SA PRÉSENCE DANS LE GRAND NORD

Les forces norvégiennes vont accroître leur présence dans le nord du royaume. Oslo veut démontrer l'importance qu'elle accorde à la région arctique face à une Russie de plus en plus entreprenante. «Le chef des armées a pris l'initiative de renforcer la présence militaire dans le Nord avec pour mission principale la surveillance» de la région, selon un porte-parole du ministère de la Défense. C'est aussi dans ce but qu'un nouveau navire-espion a été baptisé en décembre par la Première ministre Erna Solberg. Le "Marjata", qui a coûté plus de 170 millions d'euros, est équipé pour observer et écouter les forces russes en mer de Barents. «Nous avons aussi renforcé les garde-côtes, nous avons un programme de satellite pour mieux savoir ce qui se passe là-haut, sans parler de notre capacité Orion» — quatre P-3 basés au nord du cercle arctique — avait alors commenté la dirigeante conservatrice, qui souhaite renforcer le budget de la Défense pour permettre à la Marine d'effectuer plus de patrouilles. Un comité a été chargé d'étudier la construction d'une base permanente dans le Finnmark. En attendant, 5 000 militaires norvégiens participeront, en mars, aux plus grandes manœuvres depuis 1967.

LES DRONES DE L'ARMÉE DE TERRE ISRAËLIENNE

L'armée israélienne a décidé de changer le mode opératoire de certains de ses drones. Afin de réduire le cycle allant du repérage des cibles à leur destruction. Les opérateurs pourront travailler dans des stations de commandement mobiles, déployées près du théâtre des opérations pour leur permettre de rendre compte aux commandants des unités d'artillerie en temps réel, afin qu'ils puissent ajuster les tirs sur le champ. Ces opérateurs pourront agir à quelques kilomètres du front. «Ce changement va permettre une meilleure collaboration avec nos forces terrestres et l'établissement de liens directs entre les commandants d'escadrons de drones et les commandants de bataillons d'infanterie. Lors de manœuvres dans le nord du pays, une unité de drones a fourni des renseignements et diffusé des images en direct du champ de bataille aux divisions et aux brigades. Jusqu'à présent, seuls les drones Sky Rider, dotés de caméras électro-optiques ou infrarouges et utilisés pour les missions de renseignements de nuit, étaient opérés par des unités de l'armée de terre.

MISSILES : LES AMBITIONS DE VARSOVIE

La Pologne a lancé un programme de système antichar portable de conception nationale baptisé Pirat. Doté d'une portée de 2,5 km, ce missile à guidage laser d'une quinzaine de kilos sera propulsé par un moteur au propergol. Il est développé conjointement par Mesko (groupe PGZ) et la Military Technical Academy (WAT) de Varsovie, avec un budget de 3,5 millions d'euros alloué entre 2015 et 2018. Il s'agit bien du premier volet du développement d'une filière missile nationale, avec des ambitions à l'export, puisque le prix du Pirat pourrait être très inférieur à celui du Spike (Rafael) ou du MMP (MBDA). L'armée polonaise souhaite, en plus de la version portable destinée aux fantassins, une version montée sur véhicule terrestre et sur hélicoptère avec cette fois une portée de 5 km. L'industrie polonaise pourra bénéficier des briques technologiques acquises dans le cadre du programme PZR Grom (un manpad de conception polonaise dérivé de l'Igla soviétique), dans celui des roquettes de 122 mm Phenix (en partenariat avec Roxel) et, bien sûr, des Spike israéliens fabriqués sous licence. Cette volonté de "polonisation" de la conception et de la production de systèmes militaires concerne aussi les véhicules blindés : Varsovie demanderait au finlandais Patria de pouvoir concevoir davantage de sous-systèmes dans le cadre de la fabrication des 900 Rosomak produits sous licence en Pologne. L'industrie polonaise fabrique la coque blindée et reçoit l'ensemble de la "drive-line" (essieux, système de freinage, arbre de transmissions...) de Patria. Les relations se seraient tendues à ce sujet entre les deux partenaires. Le programme Pirat nécessitera probablement des composants étrangers (notamment les batteries), ce qui pourrait aboutir à des offres de partenariats des industriels internationaux du secteur.

POLOGNE : APPEL D'OFFRES AVANCÉ

En Pologne, l'appel d'offres pour l'achat de missiles à courte portée Narew (volet courte portée du "bouclier" polonais), initialement annoncé pour 2018, vient d'être accéléré au vu du contexte de tensions avec la Russie. L'achat de neuf batteries de missiles devrait être lancé début 2016. Les négociations techniques en cours s'achèveront en mars 2015. Neuf sociétés de sept pays y participent, parmi lesquels l'Allemagne (Diehl BGT Défense), les Etats-Unis (MEADS), la France (MBDA et Thales Pologne), Israël (IAI, Rafael), la Norvège (Kongsberg), la Turquie (Aselsan Groupe Armement). «La part accordée à l'industrie polonaise dans le programme sera une des conditions pour être retenu», a expliqué Varsovie. Le coût du système Narew (25 km de portée) est estimé entre 20 et 30 milliards de dollars.

L'IMPRESSION 3D AU SERVICE DES DRONES

L'intégration dans les espaces aériens hors zone de conflit est une des problématiques majeures en termes de drones. Un enjeu sur lequel se penchent nombre de sociétés en quête de solutions technologiques accessibles. Parmi celles-ci, la société américaine PrecisionHawk vient de mettre au point un prototype pour un système de détection et d'évitement à basse altitude de tout drone présent dans un espace aérien national. Conçu pour la FAA (Federal Aviation Administration), le tout premier prototype de ce système dit LATAS (Low-Altitude Tracking and Avoidance System) revêt la particularité d'être issu en partie d'une imprimante 3D.

> Ailes sud-américaines

Événement majeur pour l'aéronautique latino-américaine, le 3 février au matin, le cargo biréacteur tactique KC-390 d'Embraer a réalisé son baptême de l'air. A cette occasion, le KC-390 PT-ZNF a accompli un vol de 1h25, consacré à l'évaluation des performances et des qualités de vol de l'avion. Dans la mesure où l'avion a bénéficié d'une conception avancée sur logiciel Catia de Dassault Systèmes, et que l'équipage avait été préalablement formé sur simulateur de vol, aucun souci majeur n'était à craindre. «Le KC-390 est un avion docile et prédictif, dont le système de commandes de vol électriques dernier cri rend le pilotage aisé, tout en procurant un vol souple et précis», a tenu à souligner son pilote. Le PDG d'Embraer, Frederico Fleury Curado, n'a pas caché sa satisfaction à l'issue de ce «pas technologique majeur pour l'aviation brésilienne», d'autant que le KC-390 est le résultat d'une coopération étroite d'Embraer avec la Força Aérea Brasileira et de nombreux industriels étrangers, dont Boeing, qui en assurera la commercialisation hors Amérique Latine. Plusieurs pays ont déjà manifesté leur intérêt pour le cargo-ravitailleur capable de transporter jusqu'à 23 tonnes de charge utile à Mach 0.8, faisant du KC-390 un remplaçant idéal pour les opérateurs de C-130 Hercules. (lire la suite sur www.ttu.fr)

> Contrat libanais pour Iveco

Le contrat passé entre Iveco et les autorités libanaises comprend, outre les dix 6x6 VBTP-MR Guarani, également 25 véhicules blindés légers 4x4 LMV (Light Multirole Vehicle) et cinq plus gros 4x4 MPV (Medium Protected Vehicle). D'après une source proche du dossier, des négociations seraient en cours pour armer respectivement les VBTP-MR et les LMV d'une tourelle auto-pilotée Oto Melara HITFIST de 25 ou 30 mm et HITROLE de 12,7 ou 7,62 mm. A ces engins viennent s'ajouter 40 véhicules de transport et de support logistique en diverses configurations, 4x4 et 6x6, destinés autant à l'armée libanaise qu'aux forces de sécurité.

LPM : méthode et chronologie (suite de la page 1)

La DRM devrait attendre 2016 pour bénéficier d'un apport de personnel essentiellement consacré à la cyberdéfense. En parallèle, le SGDSN travaillera avec ses experts sur l'évolution des menaces, du contexte géopolitique et de leur impact sur le modèle opérationnel. L'objectif commun étant que «la copie» soit prête en mai, afin que, lors de la traditionnelle visite du Président de la République le 13 juillet à l'Hôtel de Brienne, lors de la réception des représentants des troupes qui défilent le 14 juillet, l'actualisation soit bouclée et que l'Assemblée nationale ait pu en débattre. Durant la même période, le travail sur les SPV devrait être terminé, pour que les recettes exceptionnelles prévues pour 2015 dans la LPM soient au rendez-vous.

► Droits des militaires

C'est le 5 février que devrait se tenir à Brienne un comex sur la liberté d'association et le droit syndical du militaire, faisant suite au Rapport Pêcheur. Il s'agira d'apporter une réponse à la double condamnation récente de la France par la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH). Le rapport explique notamment que, puisqu'il n'existe pas de modèle européen en la matière, chaque pays met en place un régime de liberté publique pour ses militaires plus ou moins dérogoratoire au droit commun, en fonction de son histoire, de sa culture politique et de ses engagements internationaux.

► SMA hexagonal ?

Le ministère de la Défense pourrait tenter d'expérimenter avec l'armée de terre un SMA hexagonal. La réussite de la formule dans la France ultramarine devant, pour certains, avoir un prolongement dans l'Hexagone. Parmi les difficultés de l'exercice : le financement. Car, outre-mer, c'est le ministère de l'Emploi et

les Régions qui en supportent l'essentiel du coût. Quant à l'encadrement militaire indispensable, les tensions sur le format des armées rendent elles aussi l'expérience — pourtant nécessaire — difficile à mettre en place.

► La vision du Quai

Les projections des diplomates français pour l'année qui démarre ne sont pas optimistes. En ce qui concerne la zone africaine et moyen-orientale, les processus «réussis» de transition post-crise font figure d'exception. Voir notre article sur ce sujet sur www.ttu.fr

► Neutralisation

Le convoi djihadiste neutralisé par la France au nord du Mali, en fin de semaine dernière, était commandé par un important cadre d'Ansar Dine, responsable du massacre d'Aguel'hoc en janvier 2012.

► Boko Haram

La France participe à la cellule de coordination chargée de surveiller l'offensive de Boko Haram, aux côtés

des Etats de la région, des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne. Les moyens aériens français surveillent tout particulièrement les frontières des pays «franco-phones» et garantissent un appui aérien au Tchad en cas de menace.

► La première bombe

En automne dernier, des fragments d'un Stuka allemand datant de la Seconde Guerre mondiale, avec les restes du pilote, ont été découverts près du village de Vinogradny (Crimée). L'identité du pilote a pu être établie : il s'agit du chef de groupe de bombardier I./StG3, le lieutenant

Horst Schiller, connu pour avoir lancé les premières bombes de la Seconde Guerre mondiale, le 1^{er} septembre 1939, soit 20 mn avant le début officiel de la guerre. Ce pilote chevronné a été officiellement déclaré mort au combat le 2 juin 1943, lorsqu'il fut abattu par la défense antiaérienne soviétique au nord-ouest de l'actuelle ville de Krymsk. Horst Schiller a été décoré à titre posthume de la Croix de chevalier de la Croix de fer et sa dépouille transférée en Allemagne. Ainsi a été inscrite la dernière page de celui qui a commencé la Seconde Guerre mondiale.

Nouveau patron au NCS

La presse américaine indiquait, fin janvier, que Frank Archibald, directeur du NCS (service en charge de la collecte du renseignement) de la CIA, aurait décidé de claquer la porte suite à la volonté de John Brennan de «mélanger» les directions de l'analyse et des opérations. Il a laissé la place à Gregory Vogel, un officier de la CIA qui s'était distingué en «sauvant la vie de Hamid Karzaï en 2001». Il s'agit d'un spécialiste des opérations paramilitaires qui a, entre autres, participé à la traque de Ben Laden dans les grottes de Tora Bora fin 2001, avant de devenir chef de Base en Bosnie. De 2004 à 2007, il est chef de la station de la CIA en Afghanistan, avant de partir pour l'Irak, puis de revenir, vers 2009, comme chef de station à Kaboul - sur insistance de Hamid Karzaï. Il y restera jusqu'en 2010. En 2012, il était chef du SAD (Special Activities Division, en charge des opérations paramilitaires), sa division d'origine. Un parcours atypique : Gregory Vogel est le premier «paramilitaire» de la CIA à occuper ce poste. Pour l'anecdote, le chef de station à Kaboul qui devait être nommé en 2009 devait être Mark Kelton, un officier de la CIA au parcours particulièrement riche (chef de station en Croatie durant la guerre, puis chef d'antenne à Moscou et en Autriche). Mais il s'était heurté au refus du représentant spécial pour l'Afghanistan Richard Holbrooke. Kelton avait donc été nommé chef au Pakistan, et verra son nom dévoilé (et écorché) lors de l'opération des Navy SEALs contre la résidence de Ben Laden.

TTU - Lettre hebdomadaire d'informations stratégiques - Editée par la Sarl Certes au capital de 40 155 €

Siège social - 25, rue du Louvre - 75001 Paris - Tél. : 01 40 26 03 03 - Fax : 01 40 26 18 59 - Email : ttu007@wanadoo.fr - www.ttu.fr

Directeur de publication : Guy Perrimond - Rédacteur en chef : Guillem Monsonis

Numéro de commission paritaire 0115 | 85973 - ISSN 1270 - 8194 - Imprimerie : Certes - © Certes 2015 - Reproduction Interdite

Prix au numéro : 40 € - Abonnement annuel 44 numéros France : 1 030 € - Etranger 1 070 €

Toute reproduction totale ou partielle de TTU et sa mise à disposition gratuite ou payante sur Intranet ou sur Internet sans notre autorisation écrite constituent une infraction à la loi n° 2004-204 du 9 mars 2004 sur les droits d'auteur qui punit de trois ans d'emprisonnement et de 300 000 euros d'amende les contrevenants.